

Communistes

www.PCF.fr

**Communes en danger,
services publics menacés :
En 2026, mobilisons-nous
pour la solidarité !**

(p. 6)



Fabien Roussel
Meeting de
Marseille
23 novembre
2025

Vidéo

**Le 29 on
marche pour
la Palestine**

Guerromanie

Lundi, il vend des canons ; mardi il fait dire par son galonné de service qu'il faut se préparer à sacrifier nos enfants ; mercredi il propose des milliards d'argent public pour ses projets va-t'en guerre ; jeudi, il sonne la mobilisation générale et parle d'embaucher de jeunes mercenaires. Macron est sur tous les fronts. De la guerre. Stendhal avait créé le mot de « guerromanie ». Le mot n'est pas vraiment entré dans le dictionnaire. Dommage. Voilà en effet un symptôme qui s'applique parfaitement à l'inquiétant hôte de l'Élysée. ☆

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



29 novembre, à partir de 9 h : Assemblée générale de l'Amicale des vétérans des Yvelines : débat sur « La Palestine et le Moyen-Orient », avec Leila Moussavian-Huppe, membre de la Commission internationale du PCF. Espace 1901, rue Maurice Ravel, Trappes (78)

29 et 30 novembre : Le marché de Noël solidaire girondin accueillera le public le samedi 29 de 10 h à 18h30 et le dimanche de 10 h à 16h30. Salle Jean-Lurçat, Bègles (33)

29 et 30 novembre : Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats, expositions, librairie, cinéma, restauration... Site Internet: www.fete-huma-bretagne.fr Contact : fete.humabzh@orange.fr Billetterie : <https://www.helloasso.com/associations/fete-de-l-humanite-bretagne/evenements/fete-de-l-huma-bretagne-1> Parc des Expositions, Lorient (56)

29 et 30 novembre : La section du Paris organise sa 37^e Fête du Livre. Entrée gratuite de 10 h à 19 h. Tous genres (BD, romans, beaux livres...). Samedi 29, Côme Simien et Nicolas Jaillet dédicaceront leurs ouvrages de 15 h à 18h30. Samedi à 20h30, débat « Les Jacobins, du mythe à l'histoire ». Intervenant : Côme Simien, l'un des auteurs. Dimanche 30 : Geneviève Buono et Anthony Claye-Mansart dédicaceront leurs livres de 15 h à 18h30. 3 rue de Nancy, Corneilles-en-Parisis (95)

1^{er} décembre, à partir de 18 h30 : 1905-2025 : la laïcité, un combat à poursuivre et à gagner, grande soirée pour les 120 ans de la loi de 1905. Siège national du PCF (75019)

1^{er} décembre, à partir de 20 h30 : La section de Strasbourg organise un ciné-débat du film La Sociale de Gilles Perret. Cinéma Strar, Strasbourg (67)

3 décembre, à partir de 18 h30 : À l'occasion de la parution de son numéro 133, « Le droit international face à la question de Palestine », Recherches Internationales vous invite à une conférence-débat Entrée libre sur inscription : <https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQL-SeqspWt9LApb9mRaaslbUqgHscX2pglmHLoZIM3DIJ9IVu3fw/viewform> Siège national du PCF (75019)

6 décembre, à partir de 20 h30 : Ferrat en hiver - Alain Hiver chante Jean Ferrat. Entrée : 15 € /

Gratuit pour les moins de 16 ans. Réservations : 06.86.89.67.94 ou 06.98.35.82.66. avec le soutien du PCF et de Com'Partage. Salle J.J. Coupon, Buis-les-Baronnies (26)

6 décembre, à partir de 20 h 30 : soirée festive avec karaoké féministe dans le cadre de l'Assemblée des femmes du PCF ! Ouvert à toutes et tous. Siège du PCF, Paris (75019)

9 décembre, à partir de 18 h 30 : La Sécurité sociale : un projet politique global, un projet de société et de civilisation révolutionnaire plus que jamais d'actualité, avec Cathy Apourceau-Poly (sénatrice), Denis Gravouil (du bureau confédéral de la CGT), Francis Ballay (Alternatives Mutualistes). Salle Labourbe, Vénissieux (69)

13 décembre, à partir de 14 h : Les communistes du Tarn et Garonne organisent une journée de solidarité concrète avec Gaza : Prise de parole de militantes participantes de la marche pour Gaza stoppées en Égypte, de Cédric Caubère, membre de la flottille, ainsi que de l'AFPS 82 et la CGT 82 qui feront état de la réalité sur le terrain. Salle Laurier, Montech (82)

19 décembre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de Nantes : Qu'est-ce qu'une femme ? Avec Patricia Lemarchand, médecin Lieu Unique, Nantes (44)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

28 & 29 novembre : 10^e Rencontres d'histoire critique de Gennevilliers : Médias. Faire vivre la liberté. Droit inaliénable de l'humanité. Espace des Grésillons, 28 avenue Paul-Vaillant Couturier, 92230 Gennevilliers. Tables rondes / Projection débat / Cinéma / Restauration Inscription :

<https://gabrielperi.fr/initiatives/medias-faire-vivre-la-liberte/>

11 décembre, à partir de 18 h 30 : La loi de 1905, un souffle de libération et d'émancipation pour hier et pour demain. Siège de La Marseillaise, 15 cours d'Estienne-d'Orves, Marseille (13)

12 décembre, à partir de 14 h : Les oubliées du Front populaire, <https://gabrielperi.fr/archives-histoires/les-oubliees-du-front-populaire>. Campus Condorcet, Bâtiment Recherche Sud, salle 0.015, Aubervilliers (93)

Une instrumentalisation inacceptable de la part d'Emmanuel Macron

Le chef d'État-major des armées fait peur aux maires et les enrôle de force pendant que Sébastien Lecornu et Emmanuel Macron pillent leurs budgets.

Sébastien Lecornu et Emmanuel Macron aggravent encore une fois l'austérité en prélevant deux fois plus dans les budgets municipaux. L'inacceptable budget 2026, qui prévoit 8 milliards d'euros pris aux collectivités dont les communes après les 5 milliards de 2025, est de fait la casse de milliers d'actions publiques des communes, des départements et des régions en faveur de nos concitoyens. C'est inacceptable, la parole donnée n'est pas respectée. L'État ne compense pas à l'euro près, comme il s'y était engagé, les compétences déléguées aux collectivités et la fin de la fiscalité locale. Il réitère une ponction sur les communes alors que l'année 2025 devait être exceptionnelle. Cela menace la vie de nos concitoyens, de la petite enfance aux Ehpad, via la culture, le transport, le logement et toute la vie quotidienne.

Fabien Roussel, les maires et élus communistes présents au salon des maires ont alerté les congressistes et exprimé leurs accords avec les appels à la mobilisation pour que les maires puissent, dans les 35 000 communes, exprimer ensemble leur colère et leur mécontentement vis-à-vis de l'État par des rassemblements départementaux ou sur les agglomérations, ou par des motions pointant la responsabilité de l'État et indiquant la réalité à nos concitoyens.

Dans toutes les allées du salon les nombreux maires qui ont interpellé Fabien Roussel ont tous exprimé la même chose : « Pas un euro de moins pour les communes et les collectivités, on n'y arrive plus. » Et cela dans une montée de la pauvreté et alors que les habitants ont besoin des services municipaux et de l'investissement des mairies et des autres collectivités. Au bout, la casse budgétaire, disent les maires communistes et beaucoup d'autres, c'est : fermetures d'écoles et de classes, suppressions de bureaux de poste, disparition des gares de proximité, fermeture de

maternités et d'urgences hospitalières, des trésoreries... Ce désengagement se fait au détriment des populations et des acteurs économiques locaux. Près de 13 milliards en deux ans, et si le budget passe ce sera, en 20 ans de désengagement de l'État, plus de 82 milliards volés à nos territoires.

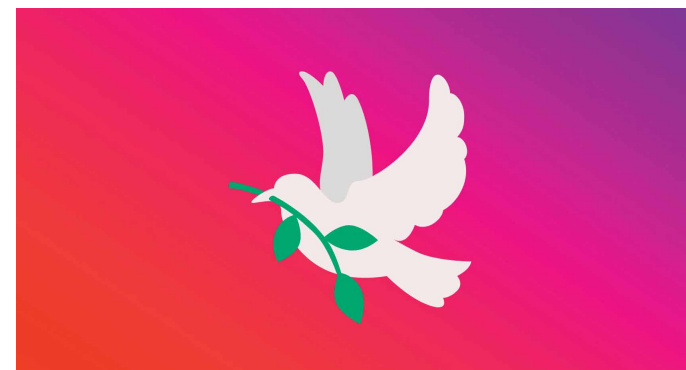
Le tract de la Coop des élus distribué avec Philippe Rio par de nombreux maires et élus communistes le rappelle : « Ce n'est pas aux collectivités territoriales de payer pour la mauvaise gestion budgétaire de l'État. Les collectivités territoriales assurent 70 % de l'investissement public, leur dette ne représente que 8 % de la dette publique nationale. Alors que seuls 1 800 foyers fiscaux seront concernés, la taxe Zucman pourrait rapporter 20 milliards d'euros par an. C'est ce qu'il faudrait au budget de l'État pour que le déficit public redescende à 3 % d'ici à cinq ans. »

La provocation de Fabien Mandon a servi à la fois à chercher à faire taire la grogne contre le budget de l'État, mais elle voulait aussi stupéfier les maires.

Pendant que l'on pille les communes, on met la pression sur les maires et le chef d'État-Major fait l'apologie de la souffrance et des sacrifices. Du jamais vu au Congrès des maires et en temps de paix. Il faut mesurer les propos.

Fabien Mandon était l'invité surprise et a pris la parole à la suite de David Lisnard et André Laignel. Dans un discours martial et comme s'il s'adressait à ses soldats, il est intervenu pour que les maires soient « les bases arrières de ses armées », pour qu'ils assurent des places en crèches et des logements en priorité aux familles de militaires. Et les autres ?, les centaines de milliers en attente !

Dans un discours moralisateur, le chef des armées a enrôlé les maires de force dans une guerre qu'il projette dans les trois ans. Appelant à l'aider à faire passer le message aux jeunes et aux familles sur le besoin de « force d'âme », pour accepter de nous faire mal pour protéger les pays aux frontières de la Russie. Il a évoqué l'engagement de jeunes hommes et de jeunes



femmes qui pourraient partir se battre et qui auront besoin du soutien du pays et de savoir leurs familles soutenues par les maires.

« Notre pays doit accepter de perdre ses enfants et de souffrir économiquement. Vous êtes nos bases arrières j'ai besoin de vous, nos soldats s'ils vont au front ont besoin de votre soutien et que leur famille soit prise en charge : crèche, logement, école. J'ai besoin de vous pour que vous m'aidiez à garder nos talents dans l'armée. »

Cette intervention insupportable, téléguidée depuis l'Élysée et s'intégrant dans un discours d'implication de plus en plus forte de la France dans la guerre, souligne le combat à relever par les communistes pour la paix.

De fin novembre au 1er janvier, partout dans le pays, menons les actions pour exiger la paix, l'arrêt des massacres. Dans le même temps, avec nos élus et parlementaires, soyons porteurs d'autres choix budgétaires pour nos services publics et nos villes. Partout les maires communistes alertent sur les mauvais choix du gouvernement. Ils sont des points d'appui pour les luttes.

C'est pour nos concitoyens, pour les femmes et les hommes de nos villages et de nos villes que nous voulons en 2026, dans l'union la plus large, conserver et conquérir le plus grand nombre de communes. ✪

Pierre Lacaze
membre du CEN

Halte à l'engrenage guerrier en Europe et à l'économie de guerre ! Pour une politique de paix !

**RÉSOLUTION du Conseil national du PCF,
23 novembre 2025.**

De l'Atlantique à l'Oural, on veut convaincre les peuples européens qu'ils sont au bord du précipice de la guerre généralisée alors même que les logiques capitalistes et impérialistes qui l'alimentent peuvent être combattues. Le PCF appelle à mettre en échec l'engrenage guerrier en cours et à agir pour la paix par la recherche de solutions politiques et diplomatiques. Il prendra de nouvelles initiatives politiques à cette fin dans les semaines et les mois qui viennent.

L'agression du régime capitaliste, autoritaire et expansionniste au pouvoir en Russie contre l'indépendance de l'Ukraine se poursuit. L'impérialisme états-unien, sous l'impulsion de l'administration Trump, concentre ses efforts contre la Chine, déléguant aux États-membres de l'Union européenne la confrontation avec la Russie. Dans chaque continent, il entretient des foyers de guerre et de tensions militaires. Il porte les logiques de prédation économique et de contrôle militaire des peuples. Les institutions internationales sont vidées de leur substance. Le plan Trump, qui propose la nécessaire fin des combats et un gel du conflit, ne peut être discuté sans le peuple ukrainien. Il correspond aussi aux intérêts impérialistes états-uniens pour prendre la main sur la reconstruction de l'Ukraine. Mais la réaction de la France et de l'UE va à contresens. Au lieu d'agir pour la paix, elles s'enfoncent dans une surenchère belliciste irresponsable.

Sur tout notre continent, les provocations, réelles ou supposées, se multiplient. N'importe quel prétexte peut demain mener à une escalade sans retour et à la généralisation de la guerre en Europe. En France, toute entreprise agressive portée contre le territoire national ou contre la sécurité numérique et toute ten-

tative d'ingérence, d'où qu'elles viennent, doivent trouver une réponse adéquate et proportionnée pour assurer la protection des citoyens et l'indépendance nationale. Cette réponse doit s'inscrire dans une perspective de paix, sans escalade militaire, et être placée sous le contrôle du Parlement, afin de ne pas demeurer à la discrétion du président de la République et de l'exécutif.

L'approche impérialiste des grandes puissances impliquées a délibérément ignoré les voies diplomatiques et les mécanismes de sécurité collective qui auraient pu prévenir le conflit. C'est une logique de guerre d'attrition, extrêmement meurtrière, qui est entretenue, alors qu'il n'y aura pas d'issue militaire à la guerre en Ukraine.

L'acharnement d'Emmanuel Macron à vouloir rester au pouvoir va de pair avec son acharnement à alimenter la guerre contre la Russie. Le Président de la République a fait le choix d'engager le pays dans une logique de guerre, sans le moindre débat démocratique avec les citoyens et les citoyennes, et en laissant à l'écart leurs représentant-es, comme en témoigne encore récemment sa promesse de financement de 100 Rafale pour l'Ukraine. Quant aux propos martiaux du chef d'état-major des armées Mandon au congrès de l'AMF, ils sont inacceptables, tant dans leur forme que dans leur contenu. Nous refusons « de perdre nos enfants » et nous portons au contraire un projet de société pour leur ouvrir un avenir de paix et de progrès. La jeunesse est l'une des solutions à la crise qu'affronte le pays !

L'Union européenne, dans sa logique capitaliste et de soumission aux intérêts états-uniens et à l'OTAN, a capitulé trois fois en quelques semaines face à Donald Trump qui, au service des intérêts impérialistes US, exige d'elle qu'elle s'engage activement dans la recomposition armée des rapports de force internationaux. Ses États-membres ont ainsi capitulé face à



la guerre économique des classes dirigeantes US contre les peuples du monde, face aux intérêts de l'industrie de défense états-unienne, et face aux diktats otaniens consistant à faire passer les dépenses militaires à 5 % des PIB. Les économies occidentales se réarment à un niveau sans précédent depuis la Guerre froide, faisant ainsi payer aux travailleurs européens le poids de l'économie de guerre. L'accord-cadre, passé entre l'UE et les États-Unis en juillet dernier, rentre dans cette logique guerrière avec l'obligation d'achat de 750 milliards de dollars d'hydrocarbures et d'armements US.

La crise économique dans laquelle s'enfoncent la

France et l'Europe a beaucoup à voir avec cette guerre, dont le capital se sert pour sa survie. Il n'y a donc pas simplement une crise profonde de régime politique mais la crise renforcée d'un régime d'accumulation des profits, pour l'heure sous perfusion de l'État. Les classes dirigeantes européenne et française utilisent la guerre pour tenter de résoudre des contradictions qui vont croissantes, pour tétaniser les opinions, surexploiter les travailleur-euses et recomposer l'économie, ainsi que pour légitimer l'offensive qu'elles mènent contre les peuples. L'Union européenne et la majorité des gouvernements européens travaillent l'acceptation de l'idée de la guerre en Europe et engageant, ce faisant, la mise en place d'une économie de guerre en justifiant le renforcement des politiques d'austérité par l'augmentation irresponsable des dépenses militaires jusqu'à accepter un endettement public accru : report des très faibles objectifs sociaux de l'Union européenne de lutte contre la pauvreté à 2050, annonces d'une brutalité sans précédent du gouvernement français...

Il est donc urgent de rompre l'engrenage. Des points d'appui existent en Europe, comme en témoigne le refus du gouvernement espagnol, auquel participent nos camarades du PCE et de IU, de suivre les surenchères militaristes des États-Unis et de l'Otan.

La France doit porter une voix indépendante pour la paix et la sécurité collective afin de contribuer à empêcher l'extension du conflit en Europe. Le PCF appelle :

- À rompre l'engrenage de la guerre et à prendre, en toute indépendance de l'OTAN, des États-Unis et des politiques de l'UE, une initiative de paix en Ukraine, en coordination avec les différents plans de paix déjà proposés, reposant sur l'autodétermination des populations concernées, assurant la souveraineté et la neutralité du pays sous garanties de sécurité de l'ONU et de l'OSCE, dans le respect de la sécurité collective des peuples. Les exigences d'un monde multipolaire hors des politiques de blocs et d'un autre ordre économique et financier mondial, portées entre autres au sein des BRICS, sont un point d'appui.

- À sortir du commandement intégré de l'OTAN, premier pas vers une sortie et une dissolution de l'OTAN dans le cadre d'une refondation d'un espace de sécu-

rité collective en Europe, de l'Atlantique à l'Oural, sur la base des principes d'Helsinki. L'expansionnisme otanien vers l'Est, en violation des engagements pris en 1990, fait courir un très grave danger à la paix en Europe et à la sécurité collective de ses peuples. La période oblige donc plus que jamais à parler de paix, incluant la résolution de « la cause » des guerres, dont celle de l'Ukraine, qui révèle la persistance de cette logique impérialiste. Ses causes profondes sont la chute du système sécuritaire européen du fait de l'expansion de l'OTAN vers l'Est, le non-respect des Accords de Minsk et le non-règlement de la guerre à l'Est de l'Ukraine depuis 2014. L'OTAN est une alliance militariste et corrompue qui menace la sécurité et l'indépendance des peuples européens et qui est structurellement le bras armé des États-Unis. Le PCF exige que la justice soit saisie au plus vite pour mettre fin aux magouilles, aux marchés publics truqués et à la vassalisation de nos finances publiques au service de l'OTAN. L'UE collabore en acceptant que les procédures d'enquête instruites par le FBI pour corruption active soient enterrées sur ordre de Trump au sein de l'OTAN. Les peuples européens, le peuple ukrainien et le peuple russe partagent un seul continent. Leurs intérêts pour la paix sont communs.

- À rompre avec la logique des « économies de guerre » et à engager les dépenses massives nécessaires pour les droits sociaux, les services publics, une nouvelle industrialisation et la transition écologique. Les efforts financiers et la création monétaire de la BCE doivent servir les intérêts des peuples, et non ceux du capital et des marchands de canons. Comme le « pacte pour l'avenir de la France » du PCF l'exige, un plan d'investissement et de dépenses de 500 milliards d'euros sur cinq ans est nécessaire.

- À refonder une politique de défense nationale et populaire, rompant avec un modèle industriel néolibéral et impérialiste fondé sur la vente à la découpe au plus offrant des industries stratégiques, sur l'exportation d'armes et sur les intérêts capitalistes. La politique de défense doit être concentrée sur les besoins stricts de la défense nationale autour d'un outil modernisé placé sous contrôle de la nation et sur la construction d'un pôle public industriel de défense articulant les applications civiles et militaires. Le PCF

condamne l'objectif otanien de porter les dépenses militaires à 5 % des PIB. La France doit refuser de s'y soumettre et il est de la responsabilité de la gauche d'y opposer une autre logique, de paix, de justice sociale, de transition écologique. Alors que se déroule au Parlement le débat sur le budget pour 2026, et que le gouvernement Lecornu tente d'infliger une saignée aux dépenses publiques, à celles de la Sécurité sociale, à celles pour la coopération, aux dépenses écologiques et à celles des collectivités territoriales, les dépenses militaires doivent être révisées pour correspondre aux besoins stricts d'une défense nationale indépendante. Les négociations pour un désarmement nucléaire global et multilatéral doivent être relancées. La participation militaire française à l'Est de l'Europe et en Ukraine doit cesser. Au lieu de s'engager à la livraison d'armes, absurdes car au-delà des capacités concrètes de l'armée et de l'industrie, la France doit agir pour la paix et la sécurité collective en Europe.

À l'opposé de l'engrenage guerrier et de l'économie de guerre, tendons la main aux pays du « Sud global » qui appellent à la rupture avec les politiques de bloc et avec l'hégémonie du dollar, à une refonte des institutions internationales, de l'ONU au FMI, en passant par l'OMC, pour un nouvel ordre du monde de paix, de coopérations et de respect des exigences de souveraineté, fondé sur le multilatéralisme, sur les principes de la Charte des Nations unies et sur le respect du droit international.✊

A photograph of a brochure titled 'La maison des communistes 1964' displayed on a small wooden stand. The brochure features a stylized graphic of a hand holding a torch.

Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Communes en danger, services publics menacés : En 2026, mobilisons-nous pour la solidarité !

**RÉSOLUTION du Conseil national du PCF,
22 novembre 2025.**

Il y a dans les communes de France une vitalité, une solidarité, une richesse sociale et humaine exceptionnelles. Avec les services publics de proximité, les politiques sociales et de solidarité, d'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique, les communes et les autres collectivités locales sont des lieux de résistance et de construction d'alternatives indispensables contre le délitement des liens sociaux dont souffrent les habitants et habitantes. Elles sont une protection indispensable et des lieux où peut se décliner l'intervention démocratique de toutes et tous au service du bien commun. C'est pour cela que la mise sous tutelle et l'abandon que les collectivités locales subissent de la part de l'État est à ce point insupportable et néfaste. Avec l'ensemble des élu·es communistes et apparentés nous dénonçons ces attaques injustes et dangereuses pour la population, notamment les plus fragiles de nos concitoyen·nes, et nous portons des projets municipaux et inter-communaux répondant aux besoins des habitantes et des habitants. À l'heure où « un grand acte de décentralisation » est avancé, nous affirmons que toute nouvelle étape de décentralisation doit se faire dans le respect des principes d'unité et d'indivisibilité de la République, qui est la condition de l'égal accès de chacune et chacun aux mêmes droits sur l'ensemble du territoire, dans la cohérence entre missions et moyens, et non porter la mise en concurrence et conduire à l'accroissement des inégalités sociales et territoriales.

L'austérité : un hold-up sur nos vies !

Sébastien Lecornu et Emmanuel Macron, aidés par les droites et l'extrême droite, aggravent l'austérité vécue par des millions de salarié·es, de retraité·es, de privé·es

d'emplois. L'inacceptable budget 2026 prévoit 8 milliards d'euros pris aux collectivités après les 5 milliards de 2025, ce qui continuerait d'affaiblir considérablement leur capacité d'intervention. C'est un hold-up sur nos vies quotidiennes.

En 20 ans, le désengagement de l'État au détriment des populations représente 82 milliards d'euros pris essentiellement aux communes sur tout le territoire national. Cette asphyxie financière des communes menace la vie de nos concitoyen·nes, de la petite enfance au grand âge, rend la vie toujours plus chère et met à mal la santé, la sécurité, les transports, le logement, la transition écologique, la culture.

C'est d'autant plus inacceptable qu'en parallèle de cette cure d'austérité, des milliards sont budgétisés pour la course à la guerre et les profits des marchands d'armes. Nous réitérons notre dénonciation, avec la plus grande fermeté, des propos inacceptables tenus en ouverture du 107^e Congrès des Maires par le chef d'État-Major des Armées.

Au Sénat, à l'Assemblée, dans les régions et départements, métropoles et intercommunalités, dans les municipalités, les élu·es communistes sont partout engagé·es contre ces politiques austéritaires.

Nous avons combattu les effets désastreux de la restriction des moyens des collectivités et de la remise en cause de la libre administration des communes, piliers de la décentralisation. La suppression de la taxe professionnelle, la réduction d'aides à la construction de logements sociaux, la pénurie générale de moyens ont fragilisé l'action solidaire et écologique des communes. Au regard du désengagement de l'État, l'arrivée de l'hiver montre dans toute sa cruauté les dimensions de la pauvreté dans notre pays. Les maires communistes, par des actions de solidarité alimentaire et d'accueil, sont en première ligne pour protéger, aider, soutenir, soigner et sauver des vies.



L'argent existe pour redonner des moyens aux communes

Ce n'est pas en asphyxiant encore plus les communes que l'État trouvera l'argent dont il s'est privé à force de consacrer l'essentiel de ses ressources à soutenir la rentabilité des grands groupes capitalistes et de financer la dérive militariste au service unique des intérêts de l'OTAN et de l'impérialisme états-unien de ses dirigeants actuels. Les collectivités territoriales assurent 70 % de l'investissement public, leur dette ne représente que 8 % de la dette publique.

Droites et extrême droite ont fait le choix du capital et des plus fortunés, empêchant ainsi la réponse aux besoins du pays. Alors que le patrimoine des plus grandes fortunes a doublé sous les quinquennats d'Emmanuel Macron, atteignant 1 200 milliards d'euros, nous l'affirmons : l'argent existe ! La taxe Zucman aurait pu rapporter plusieurs milliards d'euros par an. Les dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 - 73 milliards d'euros en 2024 - doivent être taxés. Un contrôle et des critères pour l'utilisation des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises (un montant

deux fois supérieur aux dotations aux communes) rapporteraient également plusieurs dizaines de milliards d'euros.

L'argent doit cesser d'aller aux actionnaires et aux marchés financiers ! Il doit aller aux services publics, à l'emploi, aux salaires, à la formation, à la recherche.

L'État doit redonner des moyens budgétaires aux communes pour leur permettre de répondre aux besoins des habitant·es. Une mise à contribution du stock de capital financier et matériel des entreprises devrait être au cœur d'une nécessaire refonte de la fiscalité locale, redonnant des marges d'action aux collectivités, au lieu qu'elles dépendent des reversements de TVA, impôt le plus injuste, qui doit baisser sur les consommations populaires, tandis qu'une réforme de la fiscalité locale contribuera à la justice fiscale.

C'est en revitalisant l'emploi et la création de richesses dans les territoires que nous reconstituerons la capacité des communes et des autres collectivités territoriales à collecter les ressources fiscales finançant les services publics dont la population a besoin. La création de conseils économiques, sociaux et environnementaux locaux concrétisera la participation de la population, des acteurs économiques et sociaux à la définition, à la mise en œuvre et au contrôle de ces nouvelles orientations.

Pour faire face, tout de suite, aux dépenses immédiates qu'elles nécessitent, les collectivités territoriales doivent avoir accès à un fonds d'avances pour les services publics – 100 milliards dès 2026 – financé par la Caisse des dépôts et consignations, en faisant appel, comme elle en a la possibilité, à la création monétaire de la BCE.

Avec Fabien Roussel, maires et élu·es communistes nous appelons à la mobilisation la plus large et nous serons aux côtés de toutes les mobilisations d'elu·es, de syndicats, d'associations citoyennes contre les choix budgétaires actuels.

Contre la droite et l'extrême droite, l'innovation communiste pour nos communes

Dans chaque commune, entre l'austérité qui étouffe et les solidarités qui libèrent, nous appelons nos concitoyen·es à choisir la voix des élu·es communistes pour refuser le désespoir d'une société libérale qui

abandonne et pour innover afin de répondre aux besoins. Pionnières de l'égalité par le droit à la culture, aux loisirs et aux vacances pour chaque habitant·e et habitant, les municipalités communistes continuent d'agir aujourd'hui pour bâtir des villages et des villes où chacun·e peut vivre dignement.

Avec des politiques audacieuses, nous faisons des services publics, de la solidarité, de l'émancipation humaine et de la démocratie un véritable projet de société. Solidarité entre les générations, entre habitant·es quelles que soient leurs origines, entre grandes villes et villages ruraux ; solidarité internationale enfin avec les peuples en lutte pour leur liberté comme le peuple palestinien. Dans un contexte politique de crises et de guerres, nos élu·es et candidat·es agissent pour la sécurité collective et la paix.

Nous sommes en première ligne face à l'extrême droite qui sème la division parmi nos concitoyen·es et dans les communes alors que tout doit être mis en œuvre pour vivre ensemble, libres, égaux, dans la fraternité. C'est le sens de notre engagement au plus près des habitant·es, dans chaque village, chaque ville, comme dans les métropoles, nous avons su rassembler celles et ceux qui souhaitent travailler ensemble avec des projets de solidarité.

Face à la menace de la droite et de l'extrême droite, et pour répondre aux attentes populaires, nous avons depuis des mois œuvré au rassemblement des partis de gauche et écologistes pour porter ensemble des projets, conserver le plus grand nombre de villes de gauche et permettre des victoires face aux maires de droite ou de droite extrême. À la veille des élections présidentielle et législatives de 2027, les élections municipales de 2026 sont importantes pour ancrer le débat politique au cœur des préoccupations des Français·es et pour permettre de redonner confiance dans l'action politique.

L'élection municipale est un grand moment démocratique qui voit des centaines de milliers de femmes et d'hommes se confronter à des choix concrets pour leurs villes.

Partout dans le pays, au travers de plus de 200 propositions, comme nous le portons dans le document « Contributions des communistes aux projets municipaux des villages et villes pour 2026 », nous proposons

d'agir pour mettre en œuvre :

- La démocratie participative
 - L'égalité femmes-hommes
 - La culture de paix
 - La construction de logements, en particulier de logements sociaux
 - La santé publique, la lutte contre les déserts médicaux avec l'installation de centres de santé publics
 - La sécurité, la police de proximité, la présence de commissariats et de services de prévention et de justice
 - La gratuité des transports
 - La gestion publique de l'eau et des déchets
 - Les politiques de solidarité pour l'accès aux vacances, au sport, à la culture
 - L'action pour la petite enfance et la protection de l'enfance
 - L'éducation primaire progressiste, laïque et gratuite
 - La tarification solidaire des services, des cantines
 - Le soutien à la culture
 - Le combat contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations
- Plus d'elu·es et de maires communistes et une intervention populaire durable pour porter des avancées, c'est une gauche plus forte, à l'offensive pour défendre la commune et les services publics.

Construire partout les rassemblements pour gagner !

À quatre mois du premier tour, dans beaucoup de villes et villages nous sommes d'ores et déjà rassemblé·es et en campagne. Dans les autres communes, nous tendons la main à toutes celles et ceux qui veulent construire avec nous les rassemblements qui permettront de l'emporter.

Nous appelons à poursuivre ce travail engagé par le PCF depuis des mois, pour que dans toutes les villes, tous les villages, des femmes et des hommes fassent le pas de s'engager avec nous pour un rassemblement municipal qui porte la solidarité, la justice sociale, la tolérance.

En 2026, ensemble, faisons des élections municipales un moment de mobilisation populaire pour de nouvelles avancées sociales, écologiques, démocratiques et pour l'égalité des territoires ! 🇫🇷

Villerupt : Sécurité et urbanisme, les défis d'une ville frontalière

Villerupt, commune de 10 200 habitants, située dans le nord de la Meurthe-et-Moselle, est à l'épicentre d'une profonde transformation, notamment en raison de sa proximité immédiate avec le Luxembourg.

Un avenir démographique et urbain ambitionné

Depuis plus de dix ans, une Opération d'intérêt national (OIN) pilotée par l'État est en cours sur notre territoire. Cet engagement majeur prévoit, à l'horizon 2030-2032, la construction de 1 700 nouveaux logements. Ce développement urbain devrait faire croître notre population pour atteindre environ 20 000 habitants, représentant un enjeu de planification et d'intégration sociétale considérable.

Les contraintes de la proximité luxembourgeoise

La position stratégique de Villerupt, à seulement 5 km du Grand-Duché, génère des problématiques spécifiques et aiguës :

— **Tensions urbaines** : difficultés de stationnement en journée et présence de véhicules de chantier luxembourgeois le soir.

— **Crise immobilière** : flambée des prix de l'immobilier, rendant l'accès au logement difficile pour les populations locales.

— **Difficultés de recrutement** : l'écart salarial avec le Luxembourg crée une concurrence déloyale et fragilise l'emploi local.

— **Insécurité** : la frontière alimente des filières organisées de trafic de drogues, douces et dures, qui impactent directement la sécurité de notre commune.

La lutte pour le maintien des effectifs de police

L'enjeu sécuritaire est devenu le combat central de notre mandat, suite à une série de décisions et d'événements :
— **2017** : L'hôtel de police de notre circonscription est inauguré à 20 km de Villerupt, transformant notre commissariat en une simple subdivision. Conséquence directe, les effectifs ont diminué drastiquement.

— **Septembre-octobre 2020** : Des rencontres avec les syndicats de police, une réunion publique et une manifestation citoyenne ont été organisées pour alerter sur le sort du commissariat. Un rendez-vous au ministère de l'Intérieur a alors annoncé un effectif de référence pour notre circonscription de agents (selon la nouvelle clé de répartition).

— **2021** : Lors de sa visite, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, annonce le maintien de notre commissariat, mettant fin aux rumeurs de transformations en un bureau de police. En septembre, en signe de protestation, des élus du territoire ont symboliquement occupé l'hôtel de police et le commissariat de Villerupt pour dénoncer le manque d'agents.

Le point de rupture : la fusillade de 2023

Le 13 mai 2023, la situation a atteint un point critique. Une fusillade a éclaté sur un point de deal, à seulement 200 mètres du commissariat et face à l'hôtel de ville. L'incident a fait **cinq** blessés graves, dont un jeune qui gardera des séquelles à vie.

— À ce moment, notre circonscription ne comptait que 76 agents gradés, bien loin des 104 annoncés par l'État.

— Une nouvelle réunion publique, réunissant plus de 400 personnes, a été organisée. Seuls les représentants de l'État ont brillé par leur absence.

— En juin 2023, un nouveau rendez-vous ministériel a conduit à la signature d'un Contrat de sécurité intégrée (CSI) avec l'État. Cependant, à ce jour, l'État est le seul signataire à n'avoir pas tenu ses engagements. Pour appréhender la réalité du terrain, j'ai moi-même effectué des patrouilles complètes de jour et de nuit avec les agents du commissariat. Aujourd'hui, les effectifs fluctuent au gré des sorties d'école, faisant de ce sujet une lutte permanente.



Les initiatives de la ville

En parallèle de ce combat pour le maintien des forces de police nationale, la municipalité a pris des mesures concrètes pour renforcer la sécurité de proximité, malgré l'absence de Quartier politique de la ville (QPV) :

— **Police municipale et ASVP** : Ouverture d'un 8ème poste de policier municipal et création de postes d'Agents de surveillance de la voie publique (ASVP).

— **Médiation** : Mise en place d'un service de médiateurs composé de agents.

— **Vidéo protection*** : Déploiement d'un réseau de vidéo protection (à différencier de la vidéosurveillance) prioritairement dans l'ensemble des bâtiments communaux et en centre-ville. Nous sommes passés de caméra en 2020 à plus de 90 prévues fin 2025.

À ma prise de fonction en 2020, 25 ans après le dernier maire communiste, nous n'imaginions pas que la sécurité serait le fil rouge de notre action. La sécurité ne doit pas être un sujet tabou dans les politiques de gauche. Elle s'est imposée à nous, nous enseignant une chose essentielle : il est impératif d'être plus spécialiste que nos opposants pour traiter le sujet en profondeur et efficacement. ✪

Pierrick Spizak, maire

***Vidéo protection** : vidéo passive où les images sont consultables uniquement en cas de réquisition par la police contrairement à la vidéosurveillance où un agent est derrière les caméras à regarder ce qu'il se passe.

La Maison des Femmes de Nancy à ouvert ses portes



"La Maison des Femmes de Nancy a ouvert ses portes ce lundi 3 novembre, au 54 rue Charles-III. Cet engagement était un des points qui avait fondé l'accord entre les communistes de Nancy et la liste conduite par Mathieu Klein en 2020, et dont a été chargée de la mise en œuvre l'élue du groupe communiste Lauranne Witt. Ouverte 7J/7 et 24H/24, mise en place en partenariat avec le Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle et trois associations fondatrices (Arélia, le CIDFF, France Victimes 54) pour permettre l'hébergement d'urgence, l'accompagnement dans les démarches administratives, l'accès aux soins et la justice. Avant l'ouverture, ce projet a été labellisé "Lieu audacieux" par la Fondation des Femmes à l'été 2025. Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fonda-

tion des Femmes et marraine du lieu, sera présente à l'occasion de l'inauguration le 25 novembre, à l'occasion de la Journée internationale de l'élimination des violences faites aux femmes. Au-delà de la mise à l'abri, la Maison des Femmes est un lieu de prévention, de sensibilisation et d'éducation pour l'égalité et contre toutes les formes de violences. Nous rappelons qu'en 2024, 403 tentatives d'homicide ont été recensées au sein du couple en France, soit plus d'une chaque jour. Ce chiffre, indicateur de la dangerosité des violences systémiques, démontre les failles persistantes des dispositifs institutionnels de protection ; il révèle aussi combien la sphère privée peut devenir un lieu de risque vital pour les femmes et leurs enfants."

**Le groupe des élu-e-s communistes
et citoyen-ne-s**



**LES ÉLU.E.S
COMMUNISTES
CITOYEN.NE.S**

« Mourir au travail ou mourir sur le front : c'est ce qu'Emmanuel Macron propose à la jeunesse »

Je voulais vous dire deux mots sur la jeunesse, sur notre génération qui se projette de moins en moins dans l'avenir du pays, qui ne croit tout simplement plus que demain pourra être mieux qu'hier.

En même temps, dans quel pays vivons-nous ? Chaque mois, trois jeunes en France meurent au travail. Voilà la réalité du capitalisme aujourd'hui.

Le 11 Novembre on commémorait nos morts, en disant "Plus jamais ça !", et le 18 novembre, le chef d'état-major des armées prévenait les maires : il faut être prêt à voir nos enfants mourir.

Voilà la réalité de l'impérialisme aujourd'hui. Mourir au travail ou mourir sur le front. C'est ça qu'Emmanuel Macron propose à la jeunesse.

Eh bien c'est une honte !

Encore dans les débats sur le budget, la copie du gouvernement propose de baisser les salaires des apprentis. Ça commence avec 385 €. Vous avez bien entendu, si ce budget passe, demain de jeunes apprentis seront payés 385 €. Mais qui peut vivre comme ça ?

Chez les Jeunes Communistes, on revendique la création d'un million d'emplois pour redresser la France et sortir la jeunesse de la précarité.

Un million d'emplois, ça veut dire de la création de richesse pour le pays, des cotisations pour la Sécu.



”
Mourir au travail ou mourir sur le front. Voilà ce que Macron propose à la jeunesse.

Assan LAKEHOULI
Secrétaire général du MJCF
au Meeting de Fabien ROUSSEL à Marseille

DISONS STOP !



Un million d'emplois, ça veut dire qu'on relève nos services publics, nos écoles, nos hôpitaux, nos tribunaux.

Un million d'emplois, ça veut dire réindustrialiser la France, ce petit pays qui ne produit plus grand chose et qui importe tout.

Un million d'emplois, ça veut dire entamer enfin la révolution écologique, nécessaire pour continuer de vivre dans notre pays.

Planifions la création d'emplois, décidons-le démocratiquement. Ce n'est pas aux grands patrons de décider des créations ou suppressions d'emplois.

Oui, créons des emplois avant toute chose, car avant de répartir la richesse il faut la créer.

Allons convaincre les jeunes, les employés, les ouvriers, les fonctionnaires, parlons d'industrie, de service public. Faisons vivre nos propositions partout dans le pays, allons convaincre. Certes, ils ont des milliards, mais nous, nous sommes des millions !

L'avenir de ce pays, c'est nous ! ✨

Assan Lakehouli
secrétaire général du MJCF

*Intervention d'Assan Lakehouli au meeting de Fabien Roussel dimanche 23 novembre à Marseille.



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Sahara occidental

50 ans après la Marche verte, le combat pour l'autodétermination continue

Il y a 50 ans, le 6 novembre 1975, le roi Hassan II conduisait la « marche verte ». Coran en mains, il voulait susciter autour de la monarchie marocaine un sentiment et une union nationale. Il s'agissait donc d'une instrumentalisation politique, alors que le Palais avait dû faire face à deux tentatives de coup d'État en 1971 et 1972. Il profitait aussi du fait que le Sahara occidental est alors colonie espagnole, alors que la dictature fasciste à Madrid est à l'agonie.

Le droit international est clair. Inscrit sur la liste des territoires à décoloniser de l'ONU, le Sahara occidental doit voir son peuple bénéficier du principe du droit à disposer de lui-même et du pouvoir de s'exprimer sur la question de sa souveraineté par la voie d'un référendum d'autodétermination. Depuis 1991, **l'ONU affirme que le seul cadre conforme au droit international pouvant permettre de régler la question du Sahara occidental est l'organisation**

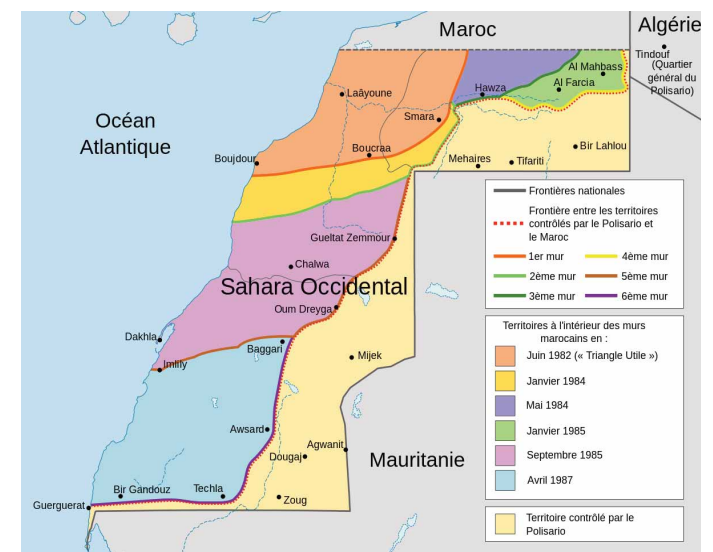
d'un référendum sous l'égide des Nations unies. C'est la position du Front Polisario, avec lequel le PCF réaffirme sa solidarité pour une solution démocratique pour le peuple sahraoui.

La résolution du 31 octobre 2025 réaffirme l'engagement des Nations unies à soutenir un processus de paix au Sahara occidental, en :

- Reconduisant le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), jusqu'au 31 octobre 2026.

- Rappelant que le statut final du Sahara occidental demeure en suspens jusqu'à la tenue d'un référendum, et que le Front Polisario demeure un acteur principal dans ce dossier, en dépit des efforts continus pour le marginaliser.

À travers cette résolution, le Conseil de sécurité des Nations unies réaffirme son engagement à aider les parties à parvenir à une solution politique juste,



durable et mutuellement acceptable, conforme aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations unies et garantissant le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Selon le Front Polisario, le plan marocain de 2007, amendé de quelques points, peut être soumis à référendum (déclaration du ministre des Affaires étrangères sahraoui, Mohamed Yeslem Beissat).

Le récent revirement de la France sur la question du



Sahara occidental doit nous alerter. Le président de la République, Emmanuel Macron, a choisi de conclure un partenariat d'exception renforcé avec le Maroc, soutenant désormais sa position au Conseil de sécurité. En plus de constituer un fait du prince, acté sans aucun débat démocratique préalable, cette décision entache le crédit diplomatique de la France et la place en porte-à-faux vis-à-vis du droit international et européen. Elle est en effet contraire même à la Cour de justice de l'UE qui, en octobre 2024, a réaffirmé que : les accords commerciaux UE-Maroc de 2019 en matière de pêche et de produits agricoles, auxquels le peuple du Sahara occidental n'a pas consenti, ont été conclus en méconnaissance des principes de l'autodétermination et de l'effet relatif des traités.

Le PCF réaffirme son soutien plein et entier au Front Polisario dans sa lutte légitime pour le droit inaliénable, non négociable et imprescriptible du peuple sahraoui à l'autodétermination, qui ne peut trouver sa pleine réalisation sans l'organisation d'un référendum sous l'égide des Nations unies.

Il réaffirme également sa solidarité avec les prisonniers politiques sahraouis, à l'image, entre autres, de Naâma Asfari, arrêté par les autorités marocaines alors que le peuple sahraoui retrouvait un espoir dans le contexte des révolutions arabes. Le PCF exige leur libération. L'année passée, de nombreuses fédérations et de nombreux élus du PCF avaient participé à la marche pour la liberté des prisonniers politiques sahraouis à l'initiative de Claude Mangin-Asfari.★

Secrétariat du secteur international du PCF



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



Fabien Roussel

Secrétaire national du PCF

FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**